

Sommet des BRICS : "Les nations européennes seront déplacées par ces économies émergentes".



Le 15e sommet des BRICS se tient à Johannesburg du 22 au 24 août. À l'ordre du jour figurent des sujets tels que le conflit en Ukraine, les inégalités mondiales et l'éventuelle adhésion de nouveaux pays au bloc. Sputnik s'est entretenu avec des experts sur le sujet.

Le président russe Vladimir Poutine, le président chinois Xi Jinping, le premier ministre indien Narendra Modi, le président brésilien Luiz Inacio Lula Da Silva et le dirigeant sud-africain Cyril Ramaphosa seront présents à l'événement.

Selon certains experts, il s'agit du sommet des BRICS le plus important à ce jour, car les pays qui composent le bloc (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) représentent actuellement environ 30 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et 42 % de la population mondiale.

Dans une interview accordée à Sputnik, Alejandro Martínez Serrano, universitaire à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), a déclaré que l'avenir du groupe était "très encourageant", un facteur important de son développement étant le retour de Lula da Silva à la présidence du Brésil, le seul pays latino-américain membre du bloc.

"Cela ouvre la possibilité d'incorporer de nouvelles économies qui, à leur tour, apporteraient précisément ce mécanisme de plus grand dynamisme pour le bloc, un destin qui, pour les années à venir, serait une plus grande croissance dans toutes les opportunités commerciales", souligne-t-il.

À cet égard, Aníbal García, titulaire d'un master en études latino-américaines de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et membre du Centre stratégique latino-américain de géopolitique (Celag), souligne que les pays les plus susceptibles de rejoindre les BRICS sont deux nations latino-américaines.

"Dans le cas de l'Amérique latine, les pays les plus susceptibles de rejoindre les BRICS sont deux : le Venezuela et la Bolivie, tandis qu'au niveau mondial, l'Iran est une autre nation qui a de fortes chances de rejoindre les BRICS, surtout pour des raisons géopolitiques", a déclaré l'analyste dans une interview accordée à Sputnik.

Bien que l'Argentine tente depuis des années d'adhérer à l'alliance stratégique, M. García Fernández indique qu'il n'y a pas de consensus parmi les pays membres pour l'entrée de la nation, qui fait face à un moment politique convulsif à deux mois des élections générales, ainsi qu'à une lourde dette auprès du Fonds monétaire international (FMI) qui a entraîné des niveaux d'inflation élevés.

Adieu à l'hégémonie occidentale ?

Lors de son discours devant les participants du forum d'affaires des BRICS, le président russe Vladimir Poutine a indiqué que le processus de dédollarisation des transactions entre les pays des BRICS était irréversible.

"Un processus objectif et irréversible de dédollarisation de nos relations économiques prend de l'ampleur. Des efforts sont déployés pour développer des mécanismes efficaces d'accords mutuels et de contrôle monétaire et financier", a-t-il déclaré.

À cet égard, Martínez Serrano souligne que le dirigeant russe a raison de dire que la dédollarisation est irréversible, mais qu'il s'agit d'un processus de longue haleine, car bien que le dollar ait perdu du terrain au fil des ans, il reste essentiel dans les échanges commerciaux.

"Nous parlons de plus de 20 ans pour que d'autres nations s'impliquent également dans ces processus économiques et pour qu'elles ne soient plus sous la sphère du dollar", a déclaré Alejandro Martínez Serrano.

"Ils généreraient ainsi un commerce plus équitable, mais cette action se ferait sur le long terme, et non du jour au lendemain, car le reste de la communauté internationale reste dans la sphère du dollar [...]. Nous parlons de plus de 20 ans pour que d'autres nations s'impliquent également dans ces processus économiques et pour qu'elles ne soient plus dans la sphère du dollar", a déclaré Alejandro Martínez Serrano.

BRICS ou G7, faut-il choisir ?

Selon Aníbal García, l'appartenance d'un pays aux BRICS ne signifie pas qu'il renonce automatiquement à l'option d'avoir des liens politiques et économiques avec l'Occident collectif.

"Au-delà de la spéculation, la preuve historique que cela est possible est le Brésil, qui a été membre des BRICS et a maintenu des relations assez étroites avec les États-Unis, tant sous le gouvernement Lula que sous Dilma (Rousseff) et (Jair) Bolsonaro, lorsque les relations sont devenues beaucoup plus étroites dans des domaines tels que le militaire et la sécurité, ainsi que l'économie, l'énergie et l'industrie manufacturière", a-t-il déclaré.

Le spécialiste souligne toutefois que l'Occident a pris des mesures pour affaiblir les pays membres des BRICS, en particulier la Chine et la Russie, qui ont fait l'objet de divers blocages commerciaux.

"L'autre consiste à exploiter les différences entre les États membres, ce qu'il a fait avec les relations tendues entre l'Inde et la Chine, deux pays qui ont des problèmes territoriaux, et les États-Unis tentent de soutenir l'Inde dans ce domaine, ce qui constitue un autre outil", explique-t-il.

Une alternative à l'hégémonie

Mardi 22 août, le président chinois Xi Jinping a déclaré dans un discours lu par son ministre du Commerce, Wang Wentao, que son pays continuera à renforcer le partenariat stratégique dans le cadre du groupe des BRICS, ainsi qu'à promouvoir la démocratisation des relations internationales et la multipolarité du monde.

"Nous continuerons à approfondir le partenariat stratégique au sein des BRICS, (...) en promouvant activement la fourniture de biens, la solidarité et la coopération avec d'autres marchés émergents et pays en développement, en promouvant un monde multipolaire et en démocratisant les relations internationales", a déclaré le dirigeant lors d'un forum économique du bloc.

À cet égard, le spécialiste mexicain Alejandro Martínez Serrano affirme que ce bloc économique représente de nouvelles options qui n'avaient pas été envisagées à la fin du XXe siècle.

"Il s'agit d'alternatives de coopération non seulement économiques, mais aussi politiques, et le leadership des pays fondateurs donnera très probablement des résultats dans les années à venir qui remplaceront progressivement les économies traditionnelles, en particulier les membres européens du G7, qui seront supplantés par ces économies émergentes", conclut-il. (Source Sputnik Espagnol)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/332092-sommet-des-brics-les-nations-europeennes-seront-deplacees-par-ces-economies-emergentes>



Radio Habana Cuba